

Doha allégé ? De nouveaux accès aux marchés dans le cycle de Doha. Mémo – Bruxelles, 24 juillet 2006

La représentante américaine pour le commerce a laissé entendre que l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations de Doha résultait du manque d'ouverture des marchés dans les offres de ses principaux partenaires commerciaux. Or, il convient de rappeler les faits suivants :

- En ce qui concerne le monde développé, l'UE a consenti un nouvel effort en faisant passer son offre de réduction des droits de douane moyens sur les produits agricoles de 39% à « près de » 51,5%. Il s'agit là d'une avancée considérable, d'autant que ces baisses sont de loin les plus importantes jamais proposées par l'UE dans le cadre de négociations multilatérales.
- L'UE était prête à se pencher sur la question des produits sensibles. À cet égard, l'accusation de protectionnisme n'est pas justifiée non plus : les droits sur les produits sensibles seront encore révisés à la baisse et leurs contingents tarifaires seront augmentés pour permettre de nouveaux accès aux marchés.
- L'UE estime que son offre entraînera une hausse des importations de viande bovine de l'ordre de 800.000 tonnes supplémentaires par an, même si le bœuf est considéré comme un produit sensible. Ce montant est supérieur aux actuelles exportations de viande bovine de l'Argentine et représente environ 7 milliards de hamburgers supplémentaires chaque année.
- Alors que l'UE lève ses barrières de protection, ses exportations diminueront et de nouveaux marchés s'ouvriront pour les autres, y compris les États-Unis. L'UE réduira ses exportations de sucre de 5 millions de tonnes et de lait frais de 8 millions de tonnes. Ses exportations de volailles diminueront d'un quart.
- L'offre de l'UE aura une incidence sur l'emploi et les conditions de vie dans l'agriculture européenne : l'UE risque de perdre des milliards d'euros de recettes agricoles annuelles.
- Si l'ouverture des marchés à laquelle les États-Unis sont si attachés doit concerner les marchés agricoles des pays en développement – et c'est ce que les arguments américains laissent entendre - nous devons alors nous demander comment cette optique peut cadrer avec les objectifs d'un cycle de négociations pour le développement.